

Pour ce qui est de la question de l'image de la femme dans les médias arabes, Abdelkrim Hizaoui se réjouit du fait que le monde arabe présente la plus forte tendance à employer des journalistes femmes, notamment pour présenter les journaux télévisés. Est cependant déplorée, dans les autres programmes télévisuels, l'omniprésence des clichés et des stéréotypes qui confortent l'image traditionnelle de la femme, celle d'une femme au foyer élevant ses enfants. L'auteur affecte d'aborder la question du rôle des médias dans le respect du droit de l'enfant à l'information, et dans la promotion de ces droits conformément à la convention internationale des Droits de l'enfant de 1989. La fin de ce chapitre évoque le rôle de l'internet en ce qui concerne la liberté d'expression, le droit à l'éducation ainsi que les droits culturels des individus. Le quatrième chapitre prend la forme d'un répertoire exhaustif des sources d'information sur la question des droits de l'homme.

S'inscrivant dans la continuité des efforts pédagogiques déployés par l'IADH à destination des sociétés civiles arabes, ce manuel pratique remplit la mission qu'il s'était fixée : d'une part, être un ouvrage de référence dans lequel les professionnels des médias arabes pourront puiser toutes sortes de textes publiés par des instances internationales et régionales, et d'autre part, être un outil pratique pour renforcer les capacités professionnelles des journalistes et des praticiens des médias. Ce, au moyen d'exercices pratiques, systématiquement proposés en fin de chapitres, et qui portent sur l'analyse et le traitement de problématiques ayant trait aux droits de l'homme. Incontestablement, ce manuel vient combler un vide qui s'était fait cruellement sentir dans le monde arabe en matière de références bibliographiques ayant trait à ces questions, notamment pour les lecteurs arabophones. En outre, parce qu'il retrace l'histoire d'un combat, depuis la déclaration de 1948 jusqu'à nos jours, il revêt une dimension pédagogique certaine. Par ailleurs, la richesse documentaire qui le caractérise en fera un ouvrage incontournable pour les profanes autant que pour les spécialistes arabes des questions de droits de l'homme, tant l'auteur a su collecter, sélectionner et analyser les textes fondamentaux en la matière.

Kamel Hamidou

*Université des Émirats Arabes Unis
CREM, université Paul Verlaine-Metz
kamel.hamidou@uaeu.ac.ae*

Sylvie KLINKEMALLIE, Rwanda. La presse en questions. Préface de Marie-Soleil Frère.

Villeurbanne, Éd. Gollas, 2007, 433 p.

Cet ouvrage vise, selon son prière d'insérer, « à mettre en évidence la manière dont les journalistes ont traité l'information relative au Rwanda, et plus particulièrement au rôle et à l'implication de la France dans le génocide ». On peut supposer que c'est cette idée d'une implication plus ou moins avérée de la France dans le génocide qui s'est déroulé au Rwanda en 1994, qui a favorisé la parution du livre aux éditions Gollas et, de facto, son inscription dans l'ensemble des essais accusant la politique républicaine, à tout le moins, d'ambiguïté. Le ton de la présente étude est pourtant relativement pondéré et aussi objectif que possible. Si elle finit par mettre en évidence un certain nombre de problèmes dans la gestion politique des événements et de leur souvenir, on n'y sent ni hargne ni esprit partisan et c'est tout à son honneur. Son objet n'est d'ailleurs pas d'accuser ou de défendre la politique française, mais davantage d'interroger le fonctionnement des médias dans leurs rapports à cette politique, qu'il s'agisse des rapports concrets avec les institutions étatiques concernées, ou de relations symboliques plus diffuses, touchant notamment la nation ou les identités.

Comme ni le titre du livre ni la préface ne le disent, ce n'est pas de la presse qu'il s'agit ni de ses difficultés à présenter un génocide, mais de la manière dont elle semble entretenir avec « sa » nation une relation de dépendance assez peu conforme avec ses missions d'information « pure » ; pour le mettre en évidence, c'est la voie d'une comparaison entre la presse quotidienne, écrite et publiée à Bruxelles d'une part, à Paris d'autre part, qui a été retenue. L'approche aurait certes encore gagné à élargir encore un peu son point de vue – à titre d'échantillon au moins – vers la presse anglophone ou néerlandophone par exemple (pour ne pas parler de la presse rwandaise ou congolaise). Néanmoins, la comparaison ici mise en jeu suffit à montrer la manière dont la presse quotidienne française a en quelque sorte, et d'une manière générale qui n'empêche pas nuances et exceptions, « couvert » le pouvoir politique de la République. Le livre refermé, on ne peut que s'interroger sur les raisons profondes du parti pris ainsi constaté, au-delà de facteurs anecdotiques qui ont trait au rôle de certains journalistes œuvrant dans

tel quotidien à tel moment, comme Stephen Smith. Ces raisons sont sans doute en partie inconscientes ou procédant de réflexes. Ainsi est-on sidéré par l'espèce de candeur ou d'arrogance avec laquelle un journaliste du *Figaro* déclare tout simplement qu'il n'a pas lu la presse belge (p. 385), quand bien même, de toute évidence, celle-ci serait mieux informée dans le dossier rwandais.

Cette étude – qui semble tirée d'un mémoire ou d'une thèse soutenue à l'Université libre de Bruxelles – est composée de deux parties d'une longueur à peu près égale : d'une part, la synthèse de la recherche elle-même et, d'autre part, des annexes constituées d'entretiens avec divers journalistes. De larges extraits de ceux-ci figurent déjà dans la première partie ; néanmoins, on lit la seconde avec intérêt, puisqu'elle reprend un à un des témoignages très différents, laissant se développer des subjectivités qui elles-mêmes font leur propre bilan et, parfois, sont amenées à professer des jugements ou des opinions qui ont fort évolué au fil des années. On ne regrette donc nullement cette longue annexe où l'on déplore cependant de ne pas pouvoir lire aussi un entretien avec Stephen Smith, acteur important de tout le processus.

La première partie constitue donc l'essentiel de cet essai. Après un premier chapitre consacré à un rappel du contexte et des événements historiques, un deuxième se concentre sur le rôle de la France et les différentes étapes des prises de position républicaines jusqu'en 2006, c'est-à-dire jusqu'au rapport du juge Bruguière et au livre de Pierre Péan (*Noires fureurs, blancs menteurs. Rwanda 1990-1994*, Paris, Éd. Mille et une nuits, 2005) ; le troisième chapitre se consacre enfin à la comparaison entre presses belge et française, qui est ici l'élément essentiel. Elle se termine par une *cauda* assez réductrice, qui ramène l'ensemble de la démonstration à son aspect anecdotique : « La différence de la couverture [...] s'explique donc davantage par l'opinion et le parcours personnel des journalistes que par la position idéologique ou politique des quotidiens » (p. 230). Certes, c'est là un aspect important, et l'explication probable à la fois des divergences qui ont été bien analysées entre journalistes de la même rédaction (pour *Libération*, principalement), et des positions un peu surprenantes prises dans l'affaire rwandaise par le journal *Le Monde*, dont on était en droit d'attendre des analyses plus critiques. Mais la

question de savoir pourquoi « des éditorialistes, censés représentés [sic] la rédaction, ont continué, depuis leur bureau parisien, à épouser la version élyséenne des faits » (p. 229) est bien plus grave. Sans les justifier, cette insuffisance globale du regard critique explique notamment les parti pris, qui ont pu sembler parfois unilatéraux, de nombreux acteurs appartenant aux milieux associatifs autant qu'aux milieux scientifiques, qui se sont sentis obligés, en France même, de contrebalancer ce discours par de nombreuses prises de position accusatrices à l'égard de la politique française.

Déparé par une ponctuation et une orthographe parfois hésitantes, parfois malaisé à lire du fait du report des notes en fin d'ouvrage, ne poussant certes pas très loin l'analyse de contenu dont il se revendique, cet essai apporte néanmoins une double réflexion solidement documentée et rigoureuse ; elle concerne d'abord le rôle des journalistes en tant qu'individus situés dans les contextes concrets et eux-mêmes susceptibles d'évoluer au fil des années ; elle concerne ensuite et surtout cette sorte d'impensé qui relie le journaliste, plus ou moins consciemment, à sa nation. Pour ces deux aspects autant que pour sa pondération et ses qualités documentaires, on en recommandera la lecture.

Pierre Halen

Écritures, université Paul Verlaine-Metz
pierre.halen@univ-metz.fr

Michael LUCKEN, 1945 Hiroshima. Les images sources.

Paris, Hermann, 2008, 199 p.

Dans son roman *L'immortalité* (trad. du tchèque par Éva Bloch, Paris, Gallimard, 1990), Milan Kundera affirme que « la mémoire ne filme pas, la mémoire photographie » (p. 83). Si l'Histoire épouse le mouvement des êtres et des choses, la mémoire comporte un aspect statique, elle engrange des images avec lesquelles il est difficile de reconstruire le film. Les manuels d'histoire n'ont longtemps montré de l'explosion des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki qu'un champignon grossi dans un ciel dégagé. Le point de vue est celui du bourreau bien assis dans sa chaise, de la distance analytique, de la caricature journalistique. Tout l'intérêt de ce livre est d'évaluer la qualité de l'expérience d'un fait qui a bouleversé l'humanité et qui, bien souvent,